)LAIS | ANGLOGOLD ASHANTI LTD 11.92 D −1.72 (−12.61%) | RAND S 112.0707 −0.0562 (−0.05

Ticker Tape par TradingView

COVID – 19

)C-GUÉRIS 8 E 8 (0.00%) | RDC-DÉCÈS 1442 E +1 (+0.07%) | MONDE 612856738 E +542080 (+0.09

Ticker Tape par TradingView

ÉCONOMIE

Impact négatif de la guerre russo-ukrainienne sur la sécurité alimentaire africaine ou la malédiction de vivre dans un système connecté ? (Tribune de Dr. John M. Ulimwengu)

21 Septembre 2022

wikimedia.org

Comme l'ont souligné Sacko et Mayaki, alors que l'Afrique se remet encore des répercussions socio-économiques de la pandémie de COVID-19, le conflit russo-ukrainien constitue une autre menace majeure pour l'économie mondiale, de nombreux pays africains étant directement touchés.

La Russie et l'Ukraine sont des acteurs majeurs dans l'exportation de blé et de tournesol vers l'Afrique. En effet, l'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie), le Nigéria en Afrique de l'Ouest, l'Éthiopie et le Soudan en Afrique de l'Est et l'Afrique du Sud représentent 80 % des importations de blé. La consommation de blé en Afrique devrait atteindre 76,5 millions de tonnes d'ici 2025, dont 48,3 millions de tonnes, soit 63,4%, devraient être importées en dehors du continent.

L'année dernière, la Russie a fourni 52,3 millions de tonnes (7,8%) et l'Ukraine 69,8 millions de tonnes (11,3%) de céréales au monde. Pour comprendre le lien entre la faim et le commerce mondial, une équipe de chercheurs de l'Université d'Hawaï, de l'Université de Californie à Davis et de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires vient de publier un article explorant les effets du commerce mondial du blé sur la faim au niveau national. Leurs résultats suggèrent que si le commerce international permet aux pays de se prémunir contre les pénuries alimentaires nationales et d'accéder à des marchés plus vastes, il les expose également à la propagation d'ondes de choc en raison de la connectivité du système économique en général, et du système alimentaire en particulier.

La guerre en Ukraine, combinée aux problèmes de chaîne d'approvisionnement, a contribué à la hausse des prix des céréales et des denrées alimentaires dans le monde entier, mais surtout en Afrique, où les pays dépendent des importations de céréales. Cela devrait être une source de préoccupation car les pays en situation d'insécurité alimentaire sont politiquement combustibles et peuvent déclencher des crises en cascade. Comme l'a dit Oliver Knox du Washington Post : « La guerre de la Russie avec l'Ukraine menace des dizaines de pays et plus de 1 milliard de personnes d'un triple choc – la flambée des prix du carburant, la flambée des coûts alimentaires et les turbulences financières – qui peut déclencher des bouleversements politiques. Et aucune nation n'est parfaitement en sécurité, aussi éloignée soit-elle du champ de bataille. ».

Malgré les déclarations, l’Afrique ne peut toujours pas encore compter sur les Africains pour ses besoins alimentaires

En 2003, les chefs d’État et de gouvernement africains ont ratifié le Programme détaillé de développement de l’agriculture africaine (PDDAA) lors de la deuxième Assemblée ordinaire de l’Union africaine (UA) qui s’est tenue en juillet 2003 à Maputo, au Mozambique. En 2014, ils ont adopté la « Déclaration de Malabo sur l’accélération de la croissance et de la transformation de l’agriculture africaine pour une prospérité partagée et l’amélioration des moyens de subsistance », dans laquelle ils se sont réengagés à respecter les principes et les valeurs du PDDAA et ont fixé des objectifs ambitieux dans cinq grands domaines (renforcement de l’investissement agricole, élimination de la faim, réduction de la pauvreté, stimulation du commerce agricole intra-africain et renforcement de la résilience des moyens de subsistance et des systèmes de production).

D’autres intervenants du secteur agricole ont également été invités à appuyer l’initiative; l’engagement du secteur privé et des partenaires au développement se reflète dans le lancement de l’initiative Grow Africa pour les entreprises du secteur privé (Grow Africa 2016) et avec les partenaires de développement liant leur aide aux progrès dans la mise en œuvre du PDDAA via le Programme mondial pour l’agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP 2016) et la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Nouvelle Alliance 2016).

Malgré l’engagement continu envers le PDDAA, le continent continue d’importer davantage de riz, de maïs et de grandes quantités d’autres produits de base chaque année, avec une facture annuelle d’importation de produits alimentaires qui devrait atteindre 110 milliards de dollars d’ici

2025 (BAD, 2021).

Dans le cadre du programme PDDAA/Malabo, les pays africains se sont engagés à améliorer l'accès aux intrants et aux technologies agricoles, à accroître la productivité agricole, à réduire les pertes après récolte, à améliorer la sécurité alimentaire, à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et à améliorer la couverture de protection sociale pour les groupes vulnérables, afin de mettre fin à la faim sur tout le continent d'ici 2025.

Au cours du cycle 2021 de la Revue biennale (BR), le Kenya était le seul pays sur la bonne voie en ce qui concerne cet engagement avec un score de 6,40 contre un indice de référence de 6,32. De même, l'engagement de ramener la proportion de la population sous-alimentée à 5 % ou moins, d'ici 2025, n'a pas encore été pleinement respecté. Sur les 22 pays qui ont fait état de cet indicateur, seuls 13 sont sur la bonne voie, notamment le Burundi, le Cameroun, l'Égypte, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Sénégal, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe. Il est prudent de dire que la vision « Accélération de la croissance et de la transformation de l'agriculture africaine pour une prospérité partagée et des moyens de subsistance améliorés » dans le cadre de la Déclaration de Malabo est un travail en cours.

La malédiction et la bénédiction de vivre connecté

Pour comprendre comment les pays africains se retrouvent du mauvais côté d'un conflit qui se déroule à des milliers de kilomètres de leurs frontières, nous analysons le réseau enchevêtré que le commerce international est devenu. Pour ce faire, nous utilisons des mesures et des graphiques de réseau simples pour mettre en évidence les liens commerciaux entre la Russie et l'Ukraine d'un côté et les pays africains de l'autre.

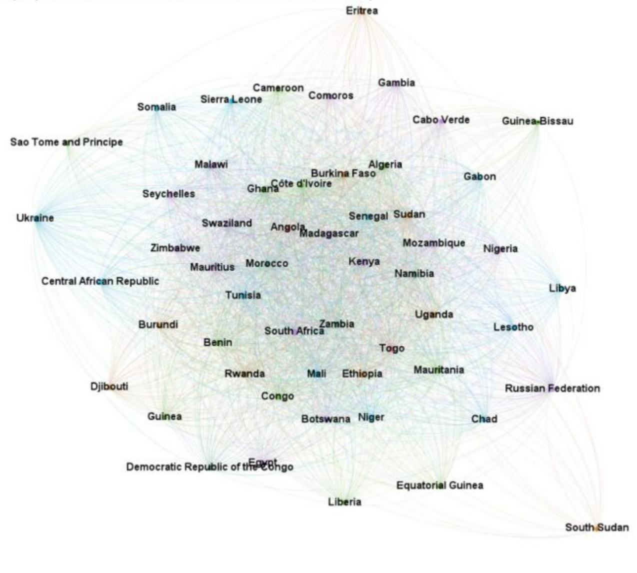
Nous analysons également l'effet de

l'élimination de la Russie et de l'Ukraine en tant que partenaires commerciaux africains. Le graphique 1 résume les résultats de base. Nous utilisons la valeur moyenne des échanges entre 2017 et 2020 de BACI. En effet, en utilisant une mesure de la centralité du réseau, dans ce sous-système de 55 participants présenté dans le graphique 1, la Russie est le deuxième participant le plus influent après le Mozambique. L'Ukraine arrive à la 11ème place derrière l'Ile Maurice.

Cela signifie que chaque choc qui frappe la Russie ou l'Ukraine se propagera dans tout le système. Effectivement, lorsque nous simulons un retrait de la Russie et de l'Ukraine du système, la valeur du commerce (importations et exportations totales) diminue considérablement et représente moins de dix pour cent de sa valeur d'avant le choc. Un tel choc, s'il se produit, effacera également plus de 200 liaisons du système.

De plus, les résultats montrent une situation du genre « ils vivent ensemble et meurent ensemble » où aucun pays ne serait épargné. Les dix pays les plus touchés seraient : la Libye (-86,8), la Guinée (-82,7), le Gabon (-64,5), le Ghana (-36,8), le Malawi (-28,0), l'Érythrée (-25,3), la Côte d'Ivoire (-24,9), le Botswana (-22,4) et le Bénin (-21,7). Le Soudan du Sud serait le moins touché (-5,8). Bien sûr, ce qui se passe actuellement est moins dramatique que les résultats simulés; cependant, cette simple simulation donne un aperçu de ce qu'un choc dans une partie d'un système connecté pourrait faire aux participants non ciblés à l'origine.

Graphique 1 : Liens commerciaux entre la Russie-Ukraine et l'Afrique



Source : Auteur utilisant le logiciel Gephi (https://gephi.org/).

En se concentrant sur le blé, Raj, Brinkley et Ulimwengu (2022) constatent que les six pays les plus centraux dans le commerce mondial des céréales représentent plus de la moitié de toutes les exportations mondiales de blé en volume sont l'Allemagne, l'Italie, la France, la Turquie, la Russie, les États-Unis et le Canada. La concentration de quelques pays seulement dans le commerce mondial du blé montre que la perturbation dans seulement quelques pays aurait des impacts mondiaux.

En effet, cela rend la chaîne de valeur mondiale du blé très vulnérable car un choc dans l'un de ces pays est susceptible de se propager à travers le monde. Pour contenir les perturbations et les insuffisances telles que celles que connaît actuellement le système alimentaire mondialisé au sens large, Raj, Brinkley et Ulimwengu soutiennent que le renforcement de la résilience des réseaux alimentaires régionaux et localisés pourrait accroître la résilience du système alimentaire mondial et, en fin de compte, garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle à tous.

Où aller à partir d'ici ?

Même si les pays africains ont diversifié à la fois leurs exportations et leurs partenaires commerciaux au cours de la dernière décennie, le commerce agricole africain souffre toujours de problèmes structurels ainsi que de chocs exogènes. Dans ce contexte, l'Africa Agriculture Trade Monitor (AATM) de 2021 analyse les tendances continentales et régionales des flux et des politiques commerciales agricoles africaines. Le rapport constate que de nombreux pays africains continuent de connaître le plus de succès sur les marchés mondiaux avec des cultures de rente et des produits de niche.

Au niveau intra-africain, les pays sont de plus en plus interconnectés dans le commerce des produits de base clés, mais il reste de nombreuses relations commerciales potentielles mais inexploitées. Le rapport examine en détail le secteur de l'élevage, constatant que, malgré son rôle important en Afrique, le secteur est concentré dans des produits à faible valeur ajoutée qui font l'objet d'échanges informels.

En mars 2018, les pays africains ont signé un accord commercial historique, l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui engage les pays à supprimer les droits de douane sur 90% des marchandises, à libéraliser progressivement le commerce des services et à s'attaquer à une foule d'autres obstacles non tarifaires. S'il est mis en œuvre avec succès, l'accord créera un marché africain unique de plus d'un milliard de consommateurs avec un PIB total de plus de 3 000 milliards de dollars. Cela fera de l'Afrique la plus grande zone de libre-échange au monde. Ce que l'on sait moins de la ZLECAf, c'est que son champ d'application dépasse celui d'une zone de libre-échange traditionnelle, qui se concentre généralement sur le commerce des marchandises, pour inclure le commerce des services, l'investissement, les droits de propriété intellectuelle et la politique de concurrence, et éventuellement le commerce électronique.

La ZLECA est complétée par d'autres initiatives continentales, notamment le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de séjour et le droit d'établissement, et le Marché unique africain du transport aérien (SAATM). L'ampleur de l'impact potentiel de la ZLECAf rend essentiel de comprendre les principaux moteurs de l'accord et les meilleures méthodes pour exploiter ses opportunités et surmonter ses risques et défis. La mise en œuvre réussie de la ZLECA est la seule voie à suivre si l'Afrique veut desserrer ses liens avec le réseau mondial du marché.

La part des exportations intra-africaines en pourcentage des exportations africaines totales est passée d’environ 10% en 1995 à environ 17% en 2017, mais elle reste faible par rapport aux niveaux de l’Europe (69%), de l’Asie (59%) et de l’Amérique du Nord (31%). C’est une raison importante de s’attendre à ce que le commerce soit un moteur clé de la croissance en Afrique.

Selon les résultats de modélisation de la Commission économique pour l’Afrique (CEA), la ZLECA devrait augmenter la valeur des exportations intra-africaines. La ZLECA changera la donne pour stimuler le commerce intra-africain. Il est prévu, par la seule suppression des droits de douane sur les marchandises, d’augmenter la valeur du commerce intra-africain de 15% (ou 50 milliards de dollars) à 25% (ou 70 milliards de dollars), selon les efforts de libéralisation, en 2040, par rapport à une situation sans ZLECA en place. Alternativement, la part du commerce intra-africain augmenterait de près de 40% à plus de 50%, en fonction de l’ambition de la libéralisation, entre le début de la mise en œuvre de la réforme (2020) et 2040.

Dr. John M. Ulimwengu

Chargé de recherches senior – Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

LAISSER UN COMMENTAIRE

Commenter :

Nom :*

Email :*

Site :

☐ Enregistrer mon nom, email et site web dans ce navigateur pour la prochaine fois que je commenterai.

POSTER UN COMMENTAIRE

ARTICLES SIMILAIRES

RDC : quel leadership pour la transition et la transformation énergétique ? (Tribune de Josué Mawanga & Mathieu Takizala)

20 septembre 2022

Comment libérer la RDC du syndrome

[illegible] septembre 2022

RDC – Programme d’alimentation scolaire : une pierre deux coups (Tribune de Jo Sekimonyo)

8 septembre 2022

- Advertisement -

NBS Channel
Network for Broadcasting Solutions

A LA UNE

ACTU DE LA RDC

RDC / 77ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies : voici l'allocution du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo

21 septembre 2022

SOCIÉTÉ

RDC/Tentative de spoliation du terrain de l'Utexafrica à Ngaliema: le Groupe Texaf sollicite l'implication de Sama Lukonde

21 septembre 2022

TRIBUNES ÉCONOMIQUES

Impact négatif de la guerre russo-ukrainienne sur la sécurité alimentaire africaine ou la malédiction de vivre dans un système connecté ? (Tribune de Dr….

21 septembre 2022

ÉCONOMIE MONDIALE

Zimbabwe : le secteur informel joue un rôle clé dans le développement des compétences mais n'obtient aucune